

COHÉSION ET PARTAGE COMME SOURCES D'INNOVATION SOCIALE

LE NOUVEL ART DES «CO»

Antoine Morlighem,

Décisions Durable, 2014.

Paru en 2014 aux éditions Décision Durables, ce livre cherche à présenter humblement ce nouvel art de vivre que constitue les coworkings, le covoiturage, le crowdfunding et autres initiatives solidaires émergentes.

L'ouvrage se structure en trois parties : la première tend à rendre compte des révolutions de notre temps, à la fois sociétale, économique, industrielle, environnementale et technologique. L'auteur analyse l'origine de ces changements et leur impact sur nos modes de vie, de penser et de consommation. La seconde partie s'apparente plus à un guide pratique, qui, à travers des thèmes comme la nourriture, l'entraide, le travail, le logement ou l'information, présente des exemples de projets alternatifs à nos modes de vie quotidiens, et rassemblant les individus autour d'intérêts communs. À ces quelques pages viennent s'ajouter 8 fictions, nous aidant à nous projeter dans un monde qui deviendra probablement le nôtre. Enfin dans les dernières pages du livre, il s'agit de nous projeter dans la co-civilisation de demain, fondée avec et pour les habitants, avec comme objectif la valorisation des circuits courts, de l'entraide et de la solidarité.

Mais dans un premier temps, penchons-nous sur le présent. Et comme la situation dans laquelle nous nous trouvons actuellement découle directement des choix que nous avons pu faire par le passé, il semble inévitable de commencer par ce qui a été à une époque le "renouveau", l'industrialisation et la mécanisation de la plupart des domaines d'activité, générant la frénésie consummatrice dont nous sommes encore dépendants aujourd'hui.

Car si Antoine Morlighem nous parle de révolution (des mœurs, des pratiques...) c'est qu'il y a bien eu un avant, et qu'il y aura un après.

L'avant, c'est, comme exprimé plus haut, la conquête de l'efficacité avec les chaînes de productions dont on ne voit plus le bout, des centaines de produits quasi similaires dont l'utilité et la qualité laissent parfois à désirer,

l'engouement pour la propriété des biens et des terres, et j'en passe. L'après, c'est une vision bien plus utopique qui nécessite, pour se réaliser, l'implication de toute une population, et la convergence des esprits vers un seul et même but : le partage, la mise en commun. L'après, c'est un monde où chacun œuvre pour le mieux-vivre ensemble et où la création de valeur se fait par la rencontre et le lien social plutôt que par l'appropriation de biens individuels ou l'acquisition d'un capital qui ne servira que ses propres intérêts.

Mais pour parvenir à cet "après", qui peut paraître surréaliste, voire totalement opposé à la société actuelle qui semble prôner des valeurs contradictoires, le chemin est long et fastidieux. Ces révolutions dont nous parle l'auteur sont un appel au changement, à la création de nouveaux rapports de force et l'abolition des schémas verticaux par exemple. Comprendre qu'une communauté soudée et interdépendante va plus loin qu'un individu isolé et aveuglé par ses propres besoins et envies. C'est aussi une révolution économique qui tend à prouver l'intelligence et le progrès que constitue l'économie collaborative. Le but étant de réinventer un modèle économique viable, durable et modéré, à l'échelle de l'homme en tant qu'animal social. Par le biais de nouveaux marchés qui intégreraient mieux les relations d'individus à individus par exemple, et qui limiteraient les intermédiaires et valoriserait le lien direct entre le producteur et le consommateur. À la page 32 du livre, Antoine Morlighem pose de nombreuses questions qui donnent du sens à cet exemple : "Pourquoi payer plus cher des produits alimentaires d'une qualité médiocre en supermarché quand l'agriculteur peut venir me livrer (et les autres personnes de mon immeuble ou quartier) directement?" Ou encore, «Pourquoi passer par une agence immobilière pour louer ou acheter mon appartement quand je peux le faire directement auprès de particuliers, sans commission?»²

1. Terme souvent évoqué dans l'ouvrage, ramenant l'homme à sa nature première et ses intérêts et besoins fondamentaux.

2. p.32 - "La crise comme accélérateur : couper l'intermédiaire".

3. p32 - "La crise comme accélérateur : passer de la propriété à l'usage".

D'autres questions abordent la thématique de l'usage qu'il serait sans doute préférable de privilégier à la propriété: "Pourquoi posséder une voiture quand je peux faire le trajet avec quelqu'un qui va au même endroit que moi?", "Pourquoi louer une maison de vacances une fortune quand je peux offrir mon appartement en contrepartie?"³ Tant de questions qui peuvent sembler logiques pour certains, mais qui sont complètement nouvelles pour d'autres.

Et c'est grâce à des personnalités motivées, soucieuses de ces problématiques et désireuses de les globaliser que des projets et des initiatives se lancent, prennent de l'ampleur et éveillent les consciences de ces autres pour qui, peu importe la raison, ces nouvelles pratiques n'apparaissent pas comme une évidence.

Ces pratiques et ces nouveaux gestes du quotidien sont explicités par l'auteur à travers des cas précis d'associa-

« POURQUOI PAYER PLUS CHER DES PRODUITS ALIMENTAIRES D'UNE QUALITÉ MÉDIOCRE EN SUPERMARCHÉ QUAND L'AGRICULTEUR PEUT VENIR ME LIVRER DIRECTEMENT ? »

4. "Amapien-ne-s et paysan-ne-s en AMAP s'engagent mutuellement sans intermédiaire à partager la production pour une période donnée, par le biais de contrats solidaires" extrait de la Charte des AMAP (mars 2014).

tions et entreprises qui innovent par la création d'offres d'intérêt commun, généralement source d'entraide et donc de lien social.

Parmi ces exemples, et pour rester sur cette idée de circuit court avec peu voire pas d'intermédiaires, il y a les AMAP (Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne) qui, depuis 2001 en France, proposent la mise en relation directe des consommateurs de produits bio locaux et des paysans producteurs répondant à cette demande⁴. Ainsi, il est possible de consommer de la meilleure manière possible, à moindre coût et en valorisant

le travail d'un agriculteur qui sera rémunéré de manière bien plus importante qu'un supermarché ne le ferait.

Il s'agit là d'un exemple en lien avec l'alimentation, mais il en existe des centaines d'autres traitant de sujets différents comme le logement, la mobilité, le travail... Leur point commun se trouve dans la démarche qui cherche à optimiser l'offre et la demande en passant par le collectif, en faisant fonctionner l'intelligence collective.

Pour Anthony Morlighem, une des formes les plus abouties de cette intelligence collective se trouve au sein des fablabs⁵. Ces lieux forts de créativité et d'innovation donnent la possibilité à n'importe qui de fabriquer soi-même, de programmer et de concevoir des objets ou systèmes techniques et technologiques plus ou moins complexes. Il s'agit d'un grand pouvoir que de savoir s'emparer de ces outils, d'autant plus que la numérisation des services, documents et objets sont désormais courant voir systématique et que savoir s'en emparer et savoir les maîtriser ouvre un infini champ des possibles. Grâce aux laboratoires de fabrication, ce pouvoir est donné à n'importe qui souhaitant devenir autonome et acquérir de nouvelles compétences. Car, en plus de donner accès à des machines bien spécifiques, ces tiers lieux focalisent leurs recherches sur l'innovation sociale, sur la portée durable des objets ainsi que sur leur diffusion en libre accès sur Internet.

Ce mouvement de l'open source est un pilier fondamental de la charte des fablabs. C'est en grande partie grâce à lui qu'il est possible de faire évoluer les concepts, de les transformer, de les adapter, de s'en nourrir et de s'en inspirer. Ce modèle est la preuve que le partage des savoirs et des techniques est le moteur de la transformation et de l'innovation sociale.

Ce que l'auteur cherche à démontrer avec la pluralité et la diversité des exemples proposés, c'est que l'économie collaborative s'imprègne dans toutes les strates de la société de l'économie à la politique en passant par la production. Qu'elle est présente dans les gestes du quotidien, même les plus simples et qu'elle concerne toutes les branches de l'économie. Impossible donc de fermer les yeux sur ce qui semble être une "sortie de secours", un moyen d'imaginer un futur plausible.

Comme le dit si bien le scientifique Joël de Rosnay⁶: "Désormais, une autre approche est nécessaire pour survivre à la complexité du monde moderne, à son accélération, et, plus encore, pour construire notre avenir. Il nous faut donc promouvoir ce que j'appelle la société fluide. Une

5. p163 à 170 - "Fabriquer et faire fabriquer".

6. Joël de Rosnay est un scientifique, prospectiviste, conférencier et écrivain français qui s'est penché, entre autres, sur la question de la transformation urbaine.

société qui se base sur des rapports de flux et pas seulement sur des rapports de force”⁷.

Ces rapports de flux ne sont autres que les échanges intercommunautaires, les liens créés entre les différents acteurs de la ville durable. Cette société fluide s’oppose à des institutions figées, qui peinent à s’adapter au changement social auquel elles font face. Pourtant, l’une ne va pas sans l’autre et il devient essentiel que ces institutions se libèrent, lâchent prise et comprennent qu’il y a bien plus à gagner dans un monde ouvert. Et ce, à tout point de vue : l’éducation, les lois, les entreprises, la ville... La ville est d’ailleurs le point de départ de toutes ces convergences. Car comme l’indique l’auteur, “le monde s’urbanise à grande vitesse”⁸ et réinventer la ville semble faire sens bien plus qu’auparavant. D’autant plus que c’est à l’échelle urbaine que le partage s’expérimente et fonctionne. La densité des villes, la multiplicité des services à disposition à mettre en lien, la demande constante, les besoins et aspirations auxquels il faut répondre... Le relationnel et l’entraide n’ont jamais été si utiles. Il convient donc de façonner la ville de telle sorte à ce que chacun puisse y trouver un cadre de vie agréable et éco-responsable. Pour y parvenir, il est question d’un grand nombre de défis (un logement décent accessible, des réseaux de trans-

ports propres et rationalisés, une agriculture urbaine et périurbaine de qualité et abordable...), dont la solution se trouve dans l’approche collective et les méthodes issues du design social et collaboratif. Et ces défis ne sont pas qu’entre les mains des figures haut placées, du gouvernement, à qui de nombreuses tâches sont déjà reléguées et qui à cette fois pour rôle de s’effacer et d’accompagner plutôt que de leader. Ces défis que nous évoquons sont entre les mains de chaque citoyen, de chaque collectivité, association, collectif d’habitants ou de professionnels. Chacun a son rôle à jouer dans la formulation d’une solution à un problème qui nous concerne tous : la redéfinition de nos modes de vie pour un avenir durable.

Ce livre pose les bases d’un phénomène sociétal qui ne cesse d’évoluer. Depuis la parution de ce livre, le mouvement des “co” est dans toutes les bouches et a été repris par un grand nombre de personnes, d’entreprises ou de politiques. C’est un préfixe qui s’est généralisé et dont le sens et les valeurs se sont élargis, parfois à défaut de ce qui en faisait l’essence. En effet, de nombreuses entreprises en font un argument de vente, quitte à induire le consommateur en erreur. Cette reprise parfois malveillante entraîne non seulement la confusion mais entache

7. Joël de Rosnay, Surfer la vie : survivre dans une société fluide, Les Liens Qui Libèrent, 2012.

8. p 207 - “La ville”

aussi la crédibilité de certaines initiatives sociales et solidaires quand d’autres se font passer pour telles. En effet, certaines valeurs à l’origine des “co” (solidarité, partage, durabilité...) passent souvent au second plan, voire sont parfois complètement oubliées alors qu’il s’agit d’un enjeu primordial, censé primer sur la partie lucrative. C’est l’exemple de la Ruche qui dit Oui. Un principe en façade louable, qui propose la mise en relation directe d’un agriculteur bio avec des consommateurs demandeurs. Finalement, on s’aperçoit en se renseignant davantage, que la start up s’attribue gracieusement 10% des bénéfices de chaque commande, augmentant ainsi son chiffre d’affaires, au profit d’actionnaires déjà bien lotis tel que Christophe Duhamel (co-fondateur de Marmiton) ou Xavier Niel (PDG de Free). Michel Bauwens, dans une interview pour Le Rendez-vous des Futurs⁹ explique d’ailleurs très bien la captation de la valeur sociale par ces entreprises (AirBnB, Uber, Facebook...) qui mettent en scène la coopération humaine. C’est-à-dire que la valeur créée par ces entreprises provient et est alimentée directement par ses usagers. Les industries, elles, s’accaparent les données produites à des fins commerciales, contrôlent les flux et s’enrichissent sur le dos de ses utilisateurs.

Il s’agit donc de se méfier des mécaniques marchandes qui peuvent se dissimuler derrière des concepts qui semblent bienveillants, éthiques et respectueux, qui disent aspirer à un “monde plus juste” mais qui, en réalité, contribue à son effondrement.

9. <https://www.youtube.com/watch?v=bf-7H2xlgPw>

ÉCONOMIE COLLABORATIVE ET BIENS COMMUNS

UNE TROISIÈME VOIE ENTRE L'ÉTAT ET LE MARCHÉ

Échanges avec Elinor Ostrom

Martine Antona et François Bousquet,

Éditions Quae, 2017.

Cet ouvrage, mis en forme par Martine Antona, économiste des ressources renouvelables au Cirad (centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement) de Montpellier et François Bousquet, modéliste de la même unité, est un ouvrage qui associe plusieurs collectifs. Paru sur internet en libre accès en juillet et publié en août 2017, ce livre se compose de plusieurs parties : les retranscriptions des conférences données par Ostrom lors de son passage en France en 2009, les analyses de ses travaux par des chercheurs et scientifiques, leurs questions et les réponses de l'économiste et enfin, les échanges avec le public.

Élinor Ostrom, première femme à recevoir le prix Nobel de l'Économie en 2009, est une politologue et une économiste américaine ayant travaillé depuis les années 60 sur les questions de gestion commune et d'organisation polycentriste.

En 1968, elle contredit la théorie qu'expose Garrett J. Hardin dans son ouvrage *La tragédie des biens communs*, dans lequel il affirme que la privatisation des ressources est nécessaire à la gestion durable de celles-ci. Grâce à ses recherches et aux différentes études de cas qu'elle a su mener, Élinor Ostrom a démontré que l'organisation autonome d'un groupe d'individus était suffisante à la gestion efficace de ressources communes et qu'en aucun cas une autorité supérieure n'était nécessaire au bon développement de celle-ci.

Plus tard, une autre théorie fait surface, comme quoi la multiplicité des organisations gouvernementales condui-

sait au chaos et à l'inefficacité. Encore une fois, la politologue a su donner tort à cette vision étriquée avec le principe de polycentricité. Ce principe explique comment différentes entités, unités indépendantes, mais liées, sont capables de gérer et gouverner une ressource, un commun. Pour Élinor Ostrom, ce n'est pas grave si plusieurs institutions travaillent sur la même chose et s'il y a redondance. Ce qui est important, selon elle, c'est d'observer les régularités, afin de déterminer si le modèle suivi est adapté et en cohérence avec les attentes. Il s'agit d'utiliser différentes méthodes, de proposer un cadre de travail qui rassemble et synthétise les connaissances afin de permettre le test.

Telle est donc sa manière de travailler. Elle s'appuie sur des recherches approfondies et des études de cas précises, afin de contredire les théories dominantes qui poussent à l'individualisme et à la quête de la propriété privée comme seule valeur économique durable. Elle étudie notamment la gestion de l'eau et des nappes phréatiques par des communautés et s'intéresse à la gestion des ressources renouvelables en forêt. En s'orientant vers les systèmes socio-économiques, elle suit l'évolution des théories relatives à la science po, l'économie, de la sociologie.

En 1980, elle s'intéresse à la diversité des institutions et engage un travail sur les communs.

Elle observe la multiplicité des modes de gouvernance et d'appropriation et tente de tirer des régularités des cas qu'elle étudie.

1.
"j'entends par P2P [peers to peers, pair à pair] la dynamique sociale qui permet à des gens du monde entier de s'auto-organiser pour produire de la valeur en commun"
Michel Bauwens dans une interview pour WeDemain : https://www.wedemain.fr/economie/michel-bauwens-le-peer-to-peer-ideologie-des-travailleurs-de-la-connaissance_a366.html/

Lors de ces conférences, Élinor Ostrom retrace le fil de sa pensée et expose ses recherches et les conclusions qu'elle en a tiré. Elle fait part de sa vision des communs et en propose une définition. Pour elle, les "communs" relèvent d'une organisation polycentrique. Cependant, il ne s'agit pas que d'une question de gestion, mais de relation entre les hommes, à propos de la nature. Ce ne sont pas les ressources en tant que telles, mais les relations qui sont au centre.

On parle donc plus d'action que de gestion collective, par le biais de la question : "qu'est-ce qui nous pousse à agir en commun ?". La réponse à cette question se fait par trois éléments d'analyse : premièrement, il faut quelque chose à partager, une ressource commune à gérer. Ensuite, des règles doivent être mises en place, suivies et contrôlées. Enfin il faut sanctionner si infraction.

Ces règles nécessitent, selon elle, un apprentissage et une adoption des normes d'action collective par les individus. Au-delà de la sanction, les règles permettent d'instaurer un degré de confiance réciproque entre les membres et permettent d'anticiper les comportements. Ces règles sont évidemment établies par ces mêmes membres et sont dépendantes d'une situation précise. Car pour Élinor Ostrom, on gouverne en commun à partir d'un problème donné, dans un contexte et un moment donné, donc à partir d'une situation d'action (liée à des conditions matérielles et physiques) dans lequel interviennent des participants. À cette échelle, on peut alors créer de l'interaction puis des résultats grâce aux règles mises en place. On établit ainsi des critères d'évaluations, qui permettent de déterminer si oui ou non la méthode est bonne. Ces critères permettent de remettre en cause le problème ou la manière de le résoudre, de dire si la situation d'action est adaptée et a pris en considération tous les éléments de réponse. La chercheuse teste et étudie ces théories sur des groupes plus grands ou plus petits, plus ou moins hétérogènes et compare les résultats. Cela permet de se poser de nouvelles questions et de faire évoluer les méthodes.

Sur un principe de feedback, on attend donc un retour constant sur ce qui est produit afin d'en tirer des leçons. C'est ce qu'on retrouve un peu plus tard avec l'économie du Peer to peer de Michel Bauwens, théoricien de cette économie, sur l'expérimentation des règles dans l'organisation en réseau¹.

Cependant, l'action collective ne peut être la réponse à tout. Élinor Ostrom confie d'ailleurs "Je déteste le "one fit all", car rien ne fonctionne pour tout". Il est important

de déterminer dans quelles conditions l'action collective est possible sans que cela entraîne les dilemmes sociaux (quand l'action d'un individu contrarie les actions du groupe). Encore une fois, il s'agit d'établir des règles adaptées qui favorisent l'interaction au sein du groupe et qui permettent la confiance. Ce qui est important c'est l'appropriation. La propriété est un cas particulier d'appropriation. Mais ce que tente de démontrer Ostrom c'est que la propriété n'est pas une condition obligatoire pour avoir accès à certains droits ou informations. Il s'agit de déterminer des statuts en cohérence avec les principes

«CE NE SONT PAS LES RESSOURCES EN TANT QUE TELLES, MAIS LES RELATIONS QUI SONT AU CENTRE»

de gestions communes, comme le statut d'usager et d'ayant droit. Le régime d'appropriation commune se base sur un simple fait : je fais partie d'une communauté, je suis usager et ayant droit à l'accès à certaines ressources dont la gestion est commune et dont l'usage est partagé entre ses membres.

La deuxième partie de l'ouvrage s'intéresse davantage à ce qui questionne dans la réflexion d'Ostrom. Sans pour autant remettre en cause son analyse, les chercheurs lui ont adressé des questions après avoir croisé leurs analyses avec la sienne. L'intérêt étant de creuser la réflexion et de trouver des réponses à d'autres questions, si ce n'est du moins déclencher d'autres sujets et proposer d'autres axes de recherches. Des chercheurs et scientifiques se sont donc divisés en 4 groupes de travail, chacun traitant d'une thématique précise, en lien avec un sujet de recherche.

La première concernait le changement d'échelle et la gouvernance. La question principale interrogeait la manière d'adapter les travaux d'Ostrom à une échelle plus globale. La chercheuse préconise une approche multi-

niveaux ; c'est-à-dire une approche qui porte de l'intérêt au développement des méthodes à plus grande échelle sans pour autant oublier l'approche locale. Selon elle, on ne peut pas construire directement à l'échelle globale ni définir une structure de façon générale. Il est essentiel, pour construire durablement, de partir d'un point plus précis, d'une échelle plus restreinte qui permettra de tester, d'affirmer ou non la méthode avant de chercher à la globaliser. Il faut construire un engagement fort basé sur la confiance et les responsabilités de chacun.

Dans le deuxième temps, la question de la confiance a été abordée plus amplement puisque le débat portait sur la question de l'engagement des acteurs dans l'action collective. Ce à quoi Ostrom a répondu qu'il était nécessaire d'établir des relations de confiance. Chaque unité doit comprendre ce qu'elle fait et comment elle est liée aux autres unités du même niveau, tout en faisant partie d'un groupe plus large. La connaissance réciproque des autres est pour elle la clé de relation fructueuse. Elle parle d'ailleurs plus d'une pensée d'interdépendance entre les hommes (et vis-à-vis de la nature) que de gestion solidaire.

Cependant, toutes les relations ne sont pas vouées à aboutir. Comme énoncé plus haut, l'action collective ne peut être la réponse à tous problèmes. C'est d'ailleurs ce que la politologue a cherché à expliquer au troisième groupe de recherche qui l'interrogeait sur la gestion de conflits. Il est primordial de comprendre d'où viennent ces conflits, de les identifier, d'identifier leur cause pour pouvoir les expliquer, les analyser et en tirer des conclusions. L'apprentissage par l'échec est un point important abordé par Élinor Ostrom.

Chaque variable doit être analysée et doit permettre de questionner de nouvelles situations.

Le dernier groupe de recherche s'est intéressé à la question du capital social et le fonctionnement des relations entre État et communs. Malheureusement, très peu d'éléments de réponse ont été donnés. "C'est l'action collective qu'il faut regarder et non pas l'État en tant que groupe institué", cependant, la question autour du rôle de l'État et son positionnement vis-à-vis de ce nouveau mode de gouvernance n'a pas vraiment été évoqué. Elle précise que cela n'est pas l'objet de sa recherche directement, expliquant tout de même qu'il n'y a pas d'attributs clairs sur qui doit participer à l'action collective ou non. Il s'agit sim-

plement de personnes autonomes qui s'organisent autour d'un problème donné. L'important est de sortir de l'État comme unité de base et de passer au-delà de la "coordination hiérarchique" via l'État, car l'action publique se voit dans une vision de polycentricité.

Les recherches d'Ostrom et les conclusions qu'elle en a tirées sont étudiées encore aujourd'hui, et certains travaux sur la recherche de solutions pour le réchauffement climatique, l'accès à l'information, internet, etc., utilisent la gestion collective comme point d'entrée au développement d'hypothèses.

Cet ouvrage est intéressant, car il apporte les clés et les bases du fonctionnement en réseau et de la manière dont peut fonctionner la gestion collective. Il s'agit de comprendre comment les relations peuvent être organisées et comment l'implication des usagers dans la problématique et au sein de la communauté est essentielle à la progression de cette méthode qu'est la gestion collective. La méthodologie proposée par Élinor Ostrom permet de comprendre l'importance que constitue la considération de l'échelle locale comme point de départ au changement d'organisation. Ce point de départ localisé sur une zone précise peut être le quartier.

Le concept d'écoquartier, apparu plutôt récemment, tente d'ailleurs de développer l'autonomie et des systèmes de gestion (des déchets, d'énergie...) communs. Bien que le sujet soit parfois controversé, le principe en soi propose un autre moyen d'habiter le quartier, redéfinissant ainsi ses enjeux et mettant l'accent sur le "vivre ensemble" et la collectivité comme source d'épanouissement et d'amélioration des conditions de vie entre habitants et vis-à-vis de la nature.

Cette idée, d'agir à l'échelle locale, dans une situation d'action précise, me conforte dans l'intention de travailler au sein d'un quartier. Les théories d'Ostrom sur la gestion collaborative permettent d'affirmer que le lien social entre les individus peut être généré grâce à l'envie commune d'aboutir à des idéologies similaires ou grâce à la complémentarité des individus qui constitue un groupe. Il est donc intéressant de questionner ce qui est ou peut être pris en charge par ces individus. Ce qui pourra donc constituer une activité "commune". Car une ressource ou autre entité n'est pas un commun par essence. C'est son appropriation par un groupe et le mode de gestion que l'on imagine qui fera d'elle un commun ou non.

TIERS-LIEUX : IMPASSE OU ISSUE DE SECOURS ?

TIERS-LIEUX CULTURELS : CHRONIQUES D'UN ÉCHEC ANNONCÉ

Raphaël Besson,

L'observatoire, n°52, p.17-21, 2018.

Cet article de Raphaël Besson traite de la question des tiers lieux culturels. Ces «nouveaux et étranges espaces hybrides», comme ils les nomment, sont en réalité pour la plupart, des lieux culturels déjà existants, mais dont la fonction s'est élargie.

En effet, l'auteur prend l'exemple des bibliothèques, qui constituent des lieux de culture par essence, et nous rappelle qu'à l'époque, ces espaces savants étaient généralement utilisés par les scientifiques, étudiants et chercheurs. Au fil du temps, leur public s'est diversifié et les ouvrages qu'on y trouve aussi. Désormais, les bibliothèques s'ouvrent davantage à de nouvelles cultures et fonctions. Elles adaptent leur médiation et leur programme à la "cité", c'est-à-dire à l'environnement urbain auquel elles sont intégrées.

Le tournant numérique que prennent ces lieux est aussi à noter. Dorénavant, un grand nombre de ces bibliothèques proposent des ateliers autour des nouvelles technologies : imprimantes 3D à la bibliothèque municipale de Toulouse, outils numériques liés à la lecture et à l'écriture au Labo de la bibliothèque du Carré d'art à Nîmes. Le simple fait de mettre à disposition des ordinateurs munis d'internet constitue une ressource supplémentaire utile à la diffusion des connaissances et à l'apprentissage du numérique pour certains publics plus précaires n'y ayant pas accès depuis chez eux. Cependant, l'empreinte innovante qu'est la mise en place d'ateliers de découverte et de pratique de ces nouvelles technologies permet l'ouverture et la démocratisation de ces dernières au grand public, et plus seulement à un public universitaire et scientifique. Par exemple, les bibliothèques d'Amsterdam et

Rotterdam au Pays bas proposent des workshops dédiés aux usages du numérique dans des espaces conviviaux et multigénérationnels.

Les bibliothèques troisièmes lieux ne définissent plus uniquement comme des lieux de consultations d'ouvrage, mais sont désormais des espaces conviviaux de sociabilité. Elles diffusent des connaissances plus larges et en lien avec la "Cité".

Des services publics y sont parfois intégrés comme la Mission Locale ou le Pôle Emplois, de sorte à former un tout dédié à l'émancipation des savoirs et aussi des hommes. Il est intéressant de voir comment il est possible de créer du dynamisme et de revaloriser des espaces comme le Pôle Emplois en l'intégrant dans un environnement de culture. Il s'agit de s'immerger dans un cadre motivant, mais aussi de faire se rencontrer des populations différentes, plus ou moins jeunes, précaires ou instruites. Les mutations de ces espaces s'expliquent par les avancées numériques et les mutations sociales, mais sont aussi dues, comme le propose Raphaël Besson, au tarissement des finances publiques et à la perte d'attractivité des bibliothèques. On observe alors émerger une «nouvelle économie politique et morale» des lieux de culture et de savoir. Une économie qui se trouve dans la capacité à collaborer, à innover et produire des connaissances nouvelles.

Ces mutations ne s'étendent pas qu'aux bibliothèques. Elles touchent en effet tous types de lieux culturels et apportent une approche nouvelle qui se focalise sur des méthodes d'intelligence collectives. Le système de médiation se réinvente lui aussi et propose une expérience

tout autre, qui se concentre sur l'immersion de l'utilisateur et sa capacité à agir, plus qu'à observer.

L'auteur parle dans son article des campus universitaires, qui s'ouvrent davantage à la ville en développant des espaces de travail collaboratifs ouverts qui promeuvent l'apprentissage collectif et le "faire ensemble", comme le propose Ørestad College de Copenhague. Des musées réinventent leurs scénographies et intègrent les usagers dans leur conception, des centres de culture scientifique installent des espaces dédiés aux débats, aux expositions interactives ou au test de nouvelles technologies. Tous ces espaces, que l'on peut regrouper sous le terme hyperonyme "tiers lieux" ont pour objectif la diffusion plus large des connaissances en se basant sur l'expérimentation et l'immersion comme source d'apprentissage. La posture de l'utilisateur est revue et passe du spectateur passif à celle de l'acteur curieux.

Dans la deuxième partie de son article, Raphaël Besson remet cependant en doute la réelle portée des tiers lieux culturels. Selon lui, ils n'auraient pas les moyens de leurs ambitions. En effet, il questionne la capacité de ces espaces à répondre à des attentes telles que le dépasse-

«LES TIERS LIEUX CULTURELS NE SAURAIENT À EUX SEULS DÉCONSTRUIRE LES STIGMAS QUE L'ON CONNAÎT»

ment des clivages entre "science et savoirs, culture numérique et culture écrite, société de la connaissance (les communs) et économie de la connaissance (le marché), transmission et disruption, approche conceptuelle et expérimentale des savoirs, approche réflexive et socialisée, conception institutionnelle et alternative de la culture, etc." qui pour lui sont trop ancrées dans l'ADN des lieux de culture et de savoirs. Les tiers lieux culturels ne sauraient à eux seuls déconstruire les stigmas que l'on connaît. De plus, leurs actions ne constituent qu'une infime partie de solution aux défis de transition culturelle. Selon l'au-

teur, ces espaces n'ont pas la capacité suffisante d'agir de manière globale et structurelle sur la transformation des régimes culturels et d'apprentissage dominant. Il cite d'ailleurs l'exemple des universités qui ne semble pas prendre en compte les évolutions sociétales et qui peine à diversifier ses modèles d'apprentissages.

Plus bas dans le texte, la question du public est aussi soulevée. En effet, l'objectif des tiers lieux culturels est de prendre en compte les populations et classes sociales éloignées des cultures et des sciences. Certains "stratagèmes" ont été mis en place comme l'implication des résidents dans l'amélioration de leur quartier et cadre de vie. À Madrid, le déploiement d'actions en lien avec les besoins des habitants à susciter de l'intérêt chez certaines personnes qui se sont mobilisées et impliquées dans le processus de transformation. Cependant, ces initiatives ne peuvent être suffisantes à l'implication totale de ces populations. On peut expliquer ce phénomène par un souci de perception de la culture et de sensibilité par rapport à celle-ci. Sensibilité principalement transmise dans le cercle familial. Le désintéressement de certains vis-à-vis de projets proposés reste un problème auquel il semble complexe de trouver une réponse.

Enfin, Raphaël Besson se pose la question de la déspecialisation des lieux de culture et de savoir. Leur caractère hybride, leur multifonctionnalité serait synonyme d'espaces génériques indifférenciés. Leurs architectures ouvertes et imposant l'hyper-relationnel ne seraient-elles pas en réalité, un frein à la diffusion des savoirs qui nécessitent pour émerger et s'épanouir, d'un cadre plus intime ?

Cet ensemble de questionnement que soulève l'auteur quant à la viabilité de ce concept semble intéressant puisqu'il appuie et met en lumière des problématiques ancrées plus profondément et que de telles initiatives, aussi louables soient-elles, ne sauraient pallier. Toutefois, la question du tiers lieu culturel n'en reste pas moins intéressante et constitue, sinon une réponse complète, un élément de réponse, une hypothèse à la transition culturelle. Quoi qu'il en soit, c'est par l'expérimentation que les solutions sont trouvées. L'élaboration de ces concepts hybrides fait donc partie du processus d'élaboration d'une proposition de réponse durable et pérenne à cette transition et évolution des modes de diffusion de la culture et de l'apprentissage.